



**Maintenance et exploitation de l'architecture informatique
des dispositifs d'alertes (GTB, Appels infirmiers, interphonie)
pour le CHU d'Orléans
AO/CCAP/2025-36**

Appel d'offres ouvert

Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
Alinéa 1.1 - Objet du marché	3
Alinéa 1.2 - Forme du marché.....	3
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	3
Alinéa 2.1 - Autorité contractante	3
Alinéa 2.2 - Titulaire du marché	4
Alinéa 2.3 - Comptable assignataire	4
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	4
Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché.....	4
Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	4
Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ.....	5
Alinéa 5.1 - Contenu du prix	5
Alinéa 5.2 - Prix	6
Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix	7
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
Alinéa 6.1 – Clause de confidentialité	8
Alinéa 6.2 – Respect du règlement intérieur	8
Alinéa 6.3 – Assurances	8
Alinéa 6.4 – Sous-traitance	8
Alinéa 6.5 – Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales	9
ARTICLE 7 – EXECUTION DU MARCHÉ	9
Délai d'intervention.....	11
ARTICLE 8 - PENALITES	11
ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHÉ.....	12
Alinéa 9.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	12
Alinéa 9.2 - Résiliation du fait du Titulaire	12
Alinéa 9.3 - Résiliation pour faute du Titulaire	12
Alinéa 9.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	12
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	12
Alinéa 10.1 - Avance.....	12
Alinéa 10.2 - Retenue de garantie	12
Alinéa 10.3 - Modalités de paiement	12
Alinéa 10.4 - Nantissement	14
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	14
ARTICLE 12 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	15
ARTICLE 13 – DEROGATION AU CCAG/FCS.....	15

Le présent CCAP a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 - Objet du marché

Le marché porte sur la maintenance et l'exploitation de l'architecture informatique des dispositifs d'alertes (GTB, appels infirmiers, interphonie) pour le CHU d'Orléans et ses établissements annexes suivants :

- ✓ Hôpital de La Source –VHO 14, Avenue de l'Hôpital 45100 La Source,
- ✓ Nouvel Hôpital d'Orléans – NHO 14, Avenue de l'Hôpital 45100 La Source,
- ✓ IFPM Sud, 14 Avenue Diderot 45100 la Source,
- ✓ Résidence de l'Indien, 12 place de L'Indien 45100 La Source,
- ✓ Le dispensaire « Fondation PAYEN », 1 Bis rue Porte madeleine à ORLEANS,
- ✓ la Maison de Cure de SARAN, rue du Passe Debout 45 770 SARAN,
- ✓ la résidence Pierre PAGOT, 21 rue George Pompidou 45 100 ORLEANS,
- ✓ la Maison de Retraite.de St JEAN de BRAYE 45800.

Le marché est composé de deux postes :

- **Poste 1** : La maintenance de la GTB et des alarmes techniques;
- **Poste 2** : La maintenance des appels infirmiers et les interphones/vidéo portiers

Alinéa 1.2 - Forme du marché

Poste 1 Prestations forfaitaire : il s'agit d'un marché ordinaire.

Poste 2 Prestations supplémentaires contractuelles : Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande conclu en mono titularisation en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Le marché a été conclu pour un montant maximal de 1 200 000 € HT, pour toute sa durée.

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le CHU d'Orléans représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé du paiement est le Trésorier Principal du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans - Centre finances publiques Orléans – centres hospitaliers -9 avenue du président John Kennedy - CS 30043 – 45077 ORLEANS CEDEX 2 -Téléphone : 02 38 25 22 00.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes : bordereau de prix, annexe fiche contact ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 30 mars 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

3.3.1 – Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les modifications peuvent porter :

- Sur l'ajout ou le retrait de références et prestations qui pourront se faire par simple certificat administratif.
- Sur l'ajout d'un autre établissement du GHT 45 en cours de marché, comme bénéficiaires aux mêmes conditions financières.
- Lorsque 80 % du maximum d'un lot de l'accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le/les titulaires. Dans un délai de 30 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum du lot de l'accord-cadre dans la limite de 20 % du maximum initial.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum, l'acheteur transmet au/ aux titulaire(s) un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié du lot n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au(x) titulaire(s). »

3.3.2 – Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le CHU d'Orléans qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter du 1^{er} octobre 2025 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée d'un an reconductible tacitement 3 fois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception un mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder 4 ans.

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 5.1 - Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Alinéa 5.2 - Prix

Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les frais de manutention jusque dans les services du Centre Hospitalier Régional d'Orléans et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le marché est traité à prix mixtes hors taxe :

- Prix forfaitaire HT pour les prestations forfaitaires ;
- A bons de commande pour les prestations hors forfait.

Règlement du prix

Les prix sont ceux figurant sur les bordereaux de prix. Ils sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre.

Prestations forfaitaires : il s'agit d'une redevance forfaitaire annuelle, à terme à échoir.

N'est pas comprise dans le prix du présent marché, la fourniture des pièces détachées en remplacement des pièces ayant subi une usure normale.

Le titulaire gèrera les stocks et les achats de pièces détachées nécessaires aux opérations de maintenance ; il renseignera leur consommation dans la GMAO ou sur le cahier de chaufferie.

Pièces détachées de faible valeur et produits consommables :

- Les pièces détachées dont le prix unitaire est inférieur à 350 € HT ainsi que les produits consommables sont commandés directement par le titulaire sans information préalable à l'établissement
- une facture sera produite par le titulaire sur justificatif de dépense réelle majorée d'un coefficient de peine et soins de 1,20.

Fourniture des autres pièces détachées :

La règle :

Concernant les pièces détachées dont le prix est supérieur à 350 € H.T., le titulaire établira une offre de prix soumise à l'approbation de l'Etablissement.

L'exception :

En cas d'urgence et avec l'accord de l'administration représentée par le Directeur de garde en dehors des jours et heures ouvrables, le titulaire est autorisé à se procurer les pièces détachées indispensables à la remise en service des installations.

Toutefois, cette opération doit être régularisée par le titulaire le premier jour ouvrable suivant l'intervention par la présentation à l'administration, de la demande.

Prestations hors forfait feront l'objet de bons de commande selon le cout de main d'œuvre et le déplacement prévus au bordereau de prix unitaire.

Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix

Pour le poste 1, il s'agit d'une redevance forfaitaire annuelle.

Pour le poste 2, relatifs aux prestations supplémentaires, les prix correspondent à des prestations faisant l'objet d'un bon de commande à partir d'un prix forfaitaire horaire.

5.3.1 – Révision des prix

Prestations forfaitaires

Les prix seront révisibles à la date anniversaire du marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois. Ce mois est appelé "mois zéro".

La révision est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule :

$$P = P_o (0.15 + 0.075 \frac{FSD2}{FSD2_o} + 0.775 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_o})$$

P_o = redevance du contrat en valeur d'origine .

P = redevance révisée au 01 Août de chaque année.

Indice FSD2 = frais et services divers (model 2) connu à la date de révision,

Indice FSD2_o = frais et service divers (model 2) connu à la date d'effet du contrat (mois 0)

Indice ICHT-IME = valeur initiale de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés des Industries mécaniques et électriques connue à la date du mois 0.

Indice ICHT-IME o = valeur initiale de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés des Industries mécaniques et électriques connue à la date du mois 0.

Le nouveau prix ainsi calculé reste inchangé pendant chaque nouvelle période de 12 mois.

Au cas où, en cours d'exécution du présent marché, la réglementation économique viendrait à limiter la hausse des prix ou le jeu de la formule de révision, il est précisé que le prix révisé sera alors déterminé par application de cette réglementation, si celle-ci s'avérait plus favorable au Maître d'ouvrage.

En outre, si le taux ou l'assiette des taxes perçues sur ces affaires variait entre la date d'établissement des prix et la date de règlement, le prix de règlement tiendrait compte de cette variation.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Prestations hors forfait

Les prix sont fermes jusqu'au 30 septembre 2026 et seront révisables, une fois par an, au 1^{er} octobre de chaque année, soit le 1er octobre 2026, le 1er octobre 2027....

Le Titulaire pourra faire parvenir une demande de révision de prix par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans deux mois avant la date anniversaire du marché. A l'appui de sa demande, le titulaire du marché joindra les justificatifs correspondants.

5.3.4 Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit :

- Soit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2% l'an.
- Soit d'accepter l'application du nouveau barème lorsque celui-ci est supérieur à la clause de butoir.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Alinéa 6.1 – Clause de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du CHU d'Orléans est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

Alinéa 6.2 – Respect du règlement intérieur

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur du CHU d'Orléans ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du titulaire.

Alinéa 6.3 – Assurances

Le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants, du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

Alinéa 6.4 – Sous-traitance

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Alinéa 6.5 – Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

ARTICLE 7 – EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire organise les opérations nécessaires à l'exécution de sa mission dans le respect des contraintes hospitalières.

a) Le titulaire s'engage à assurer la maintenance de la totalité des installations décrites au contrat, celle-ci comprenant toutes les opérations nécessaires à la surveillance, l'entretien, le contrôle, le réglage, les dépannages et remises en état éventuelles de l'installation, et ce 24 heures/24, dimanches et jours fériés compris.

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires au maintien de ces installations en parfait état de fonctionnement dans les conditions réglementaires de sécurité.

b) Le titulaire du présent marché est tenu d'effectuer les opérations périodiques et systématiques nécessaires à l'entretien préventif et à la maintenance de l'installation suivant les prescriptions mentionnées dans les notices d'entretien et d'exploitation fournies par les constructeurs ou installateurs. Les prestations devront en tout état de cause, et à défaut de l'existence de tels documents, être conformes à la nomenclature générale des prestations d'entretien, définies aux obligations particulières du contrat.

Les opérations et leur périodicité telles qu'indiquées dans le présent document représentent les prestations minimales à réaliser et ne sauraient être substituées aux opérations qui se révéleraient nécessaires pour maintenir un parfait état de fonctionnement des installations.

c) Le titulaire doit assurer l'entretien du matériel des installations ainsi que le nettoyage et le maintien en état de propreté des locaux techniques mis à sa disposition.

d) Le titulaire doit assurer la permutation périodique des organes prévus en double ou en normal secours et noter les heures de début et d'arrêt de fonctionnement.

e) Le titulaire doit conseiller et faire connaître par un formateur qualifié, les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour une meilleure efficacité des installations. Dans le cas où l'Administration hospitalière retiendrait ses propositions, le titulaire devra après travaux, fournir au maître d'ouvrage les nouveaux schémas et plans établis sur « Autocad » des installations ainsi modifiées ainsi que les copies de logiciel sur support informatique.

Le titulaire est tenu de communiquer à la Direction Travaux et Maintenances du Centre Hospitalier Universitaire d'ORLÉANS, tous les conseils utiles au bon fonctionnement des matériels ainsi que ceux relatifs à la réglementation en vigueur.

Pour un suivi des opérations de maintenance, une réunion mensuelle minimum sera fixée entre le responsable technique d'établissement et le responsable technique de l'entreprise titulaire, présent sur le site.

f) Les interventions de maintenance et d'entretien nécessitant des interruptions de la continuité de service doivent, au maximum, éviter de perturber le fonctionnement de l'Hôpital. Pour ce faire, certaines de ces interventions doivent être exécutées en horaires décalés ou de nuit.

g) Le titulaire doit, par écrit, solliciter l'autorisation du maître d'ouvrage, à l'aide de la fiche d'intervention (voir modèle annexe 3), dans un délai minimal de 72h, avant de procéder aux vérifications et à la maintenance des installations.

h) Le titulaire doit signaler par écrit à l'Administration hospitalière, les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourrait entraîner le refus de l'Administration hospitalière de prendre en compte la dépense afférente aux travaux nécessaires, dans le cas où ceux-ci seraient sa charge.

i) En cas de panne ou d'arrêt de fonctionnement des installations, le titulaire doit en informer immédiatement le responsable courant faible du C.H.U.O durant les heures et jours ouvrables des services techniques de l'Etablissement.

j) Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate du fonctionnement des installations, le titulaire est autorisé à prendre les mesures nécessaires d'urgence et doit en aviser, dans les plus brefs délais, soit les services techniques du C.H.U.O (durant les heures et jours ouvrables de ceux-ci), soit l'Administrateur de garde.

k) En cas de panne, le titulaire doit assurer les manœuvres de mise en marche des organes de secours, s'ils existent ; dans le cas contraire, le titulaire met en œuvre des solutions de substitution en fonction des possibilités des installations.

l) La main-d'œuvre employée aux travaux de dépannage et de réparation des équipements de l'installation ainsi que tous les moyens de mise en œuvre sont à la charge du titulaire, seule la fourniture des pièces est à la charge du maître d'ouvrage, à condition que les origines de ces pannes ou détériorations ne soient pas le fait d'un manque d'entretien ou de maintenance ou la conséquence d'une erreur de conduite.

m) Le titulaire devra donc apporter toutes les preuves nécessaires déchargeant sa responsabilité.

n) Si la solution de dépannage nécessite la présence permanente de personnes supplémentaires destinées au remplacement des automatismes ou organes défectueux, la prise en charge de cette prestation est effectuée dans les conditions du paragraphe « l) » du présent article.

o) La mise en conformité des matériels vis à vis de la réglementation en vigueur à la date de signature est à la charge du titulaire, notamment en ce qui concerne la prise en compte de toutes les observations consignées dans le rapport de vérification des installations électriques établi chaque année par le contrôleur technique.

p) De même, et à condition d'en fournir la demande, par écrit au Directeur Général du C.H.U.O., le titulaire peut vérifier les installations générales dont il n'assure pas la maintenance, pour s'assurer que l'état de celles-ci ne risque pas d'apporter des perturbations dans la marche des installations dont il a la charge au titre du contrat.

q) Tout matériel usagé ou remplacé reste propriété du Centre Hospitalier Régional et doit donc être nécessairement déposé aux ateliers de l'établissement concerné.

r) Les agents du titulaire sont tenus d'utiliser leur propre outillage et matériel pour l'exécution des prestations qui leur incombent.

s) En aucun cas, le titulaire du marché ne pourra demander à l'Administration hospitalière de lui fournir du personnel pour exécuter les prestations.

- t) Le maître d'ouvrage peut à tout moment faire effectuer un contrôle technique des installations et faire procéder à toutes analyses et vérifications de celles-ci par un organisme de son choix.
- u) Les résultats de toutes ces démarches peuvent être communiqués au titulaire du marché à titre d'information, étant entendu que cette communication n'atténuera en rien sa responsabilité qui demeure pleine et entière.
- v) Le titulaire s'engage à laisser, à l'expiration du marché, l'installation en état normal d'entretien et de fonctionnement. Si toutefois, il n'en était pas ainsi, les travaux de remise en état seraient exécutés à la charge du titulaire.

Délai d'intervention

En cas de panne ou d'arrêt de fonctionnement des installations ou de l'un de leurs équipements, le titulaire s'engage à intervenir sur simple appel téléphonique, de jour comme de nuit, et à remédier aux problèmes dans les délais et conditions fixés ci-après :

➔ le délai d'intervention, dans lequel le titulaire doit dépêcher un technicien compétent sur l'installation. En cas de panne ou d'arrêt de fonctionnement des installations, le titulaire s'engage à intervenir sur simple appel téléphonique, dans un **délai maximum de 4h**.

Le titulaire dispose ensuite de **2h** pour remettre en état le fonctionnement des installations.

La durée d'indisponibilité totale ne saurait être supérieure à **6 heures**

Dans le cadre des dépannages, les interventions en astreintes (18h à 8h en jours ouvrés et Jours Fériés) seront facturées en plus, en complément du forfait du contrat. Une feuille d'attachement relative à chaque intervention sera déposée au standard technique du CHUO (29511).

En cas de non-respect de ces délais, les pénalités seront appliquées de plein droit.

En aucun cas, les interventions de maintenance préventive ne doivent occasionner un arrêt total de fonctionnement des installations : si cela se produisait, des pénalités seraient immédiatement appliquées.

Les délais fixés pour la remise en état de fonctionnement des installations s'appliquent également dans le cas d'incident majeur dès lors que la situation ne présente plus de danger pour l'intervention des techniciens (par exemple en cas d'un incendie, de dégât des eaux,.....)

ARTICLE 8 - PENALITES

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

Délai d'intervention :

- Délai maximum de 4 heures pour intervenir en cas de dysfonctionnement (en journée, nuit et jours fériés) : 200 € par heure de retard ;
- Délai maximum de 2 heures pour remettre en état de fonctionnement les installations défectueuses : 200 € par heure de retard.

Par dérogation à l'article 14-2 du CCAG-FCS, les pénalités d'indisponibilité suivantes pourront s'appliquer :

- Durée d'immobilisation maximum de 6 heures demandée : 300 € par heure de retard.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE

Alinéa 9.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément aux articles 29 et 33 du CCAG/FCS.

Alinéa 9.2 - Résiliation du fait du Titulaire

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 30 et 31 du CCAG/FCS.

Dans le cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 9.3 - Résiliation pour faute du Titulaire

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 32 du C.C.A.G./F.C.S.

Alinéa 9.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire conformément à l'article 36 du CCAG/FCS.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Alinéa 10.1 - Avance

Sans objet.

Alinéa 10.2 - Retenue de garantie

Sans objet.

Alinéa 10.3 - Modalités de paiement

10.3.1 - Etablissement des factures

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les éléments suivants sont nécessaires :

- le code structure (numéro siret) : 26 450009100014 ;
- le code service : FAC_CDE_DAL ;
- le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande;
- le numéro du marché ;
- le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- les références du compte bancaire ou postal, *rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement* ;
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

10.3.2 – Modalités de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse postale ou celle de son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

10.3.3 – délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.3.4 – Paiements des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.3.4 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10.3.5 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Alinéa 10.4 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 12 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 13 – DEROGATION AU CCAG/FCS

L'article 3.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.